

Analyse et synthèse de documents techniques et scientifiques
Durée : 2 heures et 30 minutes

Chaque candidat est responsable de la vérification de son sujet d'épreuve : pagination et impression de chaque page. Ce contrôle doit être fait en début d'épreuve. En cas de doute, il doit alerter au plus tôt le surveillant qui vérifiera et, éventuellement, remplacera le sujet.

Ce sujet comporte la présente page de garde et un texte de 7 pages numérotées de 1 à 7.

*Chaque candidat doit vérifier que le sujet qui lui est donné **correspond à la thématique qu'il a choisie lors de son inscription au concours**. En cas de doute, il doit alerter au plus tôt le surveillant qui vérifiera et, éventuellement, remplacera le sujet.*

Avertissement : *l'usage de tout système électronique ou informatique est interdit pour cette épreuve.*

Thématique Productions Animales :

Produire mieux, pour tous

LES DOSSIERS d'Alternatives Economiques - n°11 - septembre 2017

L'épreuve est composée de deux parties :

- **1^{ère} partie:** faites l'analyse et la synthèse des idées fortes du document (sur 10 points)
- **2^{ème} partie:** développez une des idées importantes du document en l'illustrant et en valorisant vos connaissances techniques et scientifiques (sur 10 points)



Produire mieux, pour tous

Sous-alimentation au Sud et obésité au Nord ne sont que les symptômes d'un modèle alimentaire absurde, polluant et injuste. Il est nécessaire de faire autrement !

Alors que 800 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées, la moitié de la population des Etats-Unis est en surpoids... « *La malnutrition, en carence ou en excès, est non seulement absurde mais aussi injuste et scandaleuse* », dénonce Gilles Fumey, professeur à l'université Paris-Sorbonne. Il serait en effet tout à fait possible, aujourd'hui,

de satisfaire les besoins alimentaires de tous. Pour nourrir la population mondiale, il faut produire 150 kg de céréales (ou équivalent) par personne et par an ; la production mondiale actuelle se situe déjà autour de 330 kg. « *Le problème, ce n'est pas le manque de nourriture – on est même en surproduction –, mais la pauvreté et le manque de pouvoir d'achat* », en conclut Marc Dufumier, agronome et président de la Plate-forme pour le commerce équitable. C'est vrai dans des

pays en développement où « *les paysans ne parviennent pas à générer assez de revenus pour acheter de la nourriture* », dans certains pays émergents, précise-t-il, tels que l'Argentine ou le Brésil, mais aussi dans les pays riches comme la France.

Produire plus ?

La proposition de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de multiplier par deux la production agricole d'ici 2050 est donc remise en cause par de nombreux chercheurs. Pour Eve Fouilleux, directrice de recherche au CNRS, ce chiffre est même dangereux car « *à la fois trop général et trop réducteur. Or il est politiquement puissant, puisqu'il est mobilisé par de nombreux acteurs, que cela soit des agro-industries ou des syndicats agricoles* ». Les consommateurs occidentaux mangent déjà beaucoup plus de protéines animales que ne le nécessitent leurs besoins physiologiques, qui peuvent être également couverts par des protéines végétales. Quant aux systèmes intensifs d'élevage, ils mobilisent d'importantes quantités d'aliments concentrés en protéines.

L'enjeu est donc d'améliorer la disponibilité des aliments et le fonctionnement du marché dans l'allocation de cette production en fonction des besoins et non des moyens. D'autant que 30 % de la production alimentaire mondiale n'est pas consommée mais gaspillée : « *C'est l'équivalent en champs de la surface du Mexique, l'équivalent en eau du Lac Léman* », commente Damien Conaré, secrétaire général de la Chaire-Unesco Alimentations du monde. Pour Gilles Fumey, le gaspillage à l'échelle mondiale s'explique par un modèle de production « *qui postule que l'alimentation peut être une activité industrielle comme une autre depuis qu'on a multiplié les méthodes de conservation des aliments* ». Cela n'est possible que parce

qu'« *une distribution de masse puissante vend des produits de plus ou moins longue conservation à des populations dont les rythmes sociaux se sont accélérés* ».

Pour Olivier De Schutter, membre du panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (Ipes Food) [1], l'industrialisation de l'agriculture a été une réponse utile à la très forte croissance démographique des années 1950 et 1960 : « *Les technologies comme la mécanisation et l'utilisation des intrants externes répondaient alors à une urgence.* » Toutefois, le défi que nous

affrontons aujourd'hui est très différent : « *La productivité a augmenté plus vite que la demande et on réalise que les externalités négatives de ce modèle ont été trop longtemps sous-estimées* », poursuit-il. Il s'agit en particulier des impacts environnementaux. Le secteur, de la production à la consommation, représente en effet un tiers des émissions mondiales de gaz

à effet de serre liées à l'activité humaine : le méthane, notamment, provenant de la digestion des ruminants, le protoxyde d'azote lié aux engrais, aux déjections animales et à leur traitement (épandage dans les champs...), mais aussi les émissions liées au carburant pour les machines agricoles, les pompes d'irrigation, les serres chauffées et celles indirectes liées au changement d'affectation des sols comme la déforestation...

Calories à bas coûts

Parallèlement, tout en augmentant la production, on a accru le nombre de calories disponibles par personnes. « *C'est le grand succès de la politique agricole commune (PAC) depuis son lancement en 1961, note Olivier De Schutter. Cependant, on a favorisé la production de calories à bon marché sans prêter attention à la diversification et à la qualité générale de l'alimentation, trop fondée sur des produits*

[1] Également ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation.

La faim dans le monde

Près de 800 millions de personnes dans le monde souffrent aujourd'hui de la faim, selon l'ONU. Soit environ 11 % de la population mondiale. Un chiffre qui a tout de même diminué depuis le début des années 1990, où il s'établissait à 18,6 %. Et dans les pays en développement (PED), cette diminution a été de plus de 10 points. L'Amérique du Sud, en particulier, a réduit la prévalence de la sous-alimentation de plus de 50 % depuis les années 1990. D'après l'ONU, la « faim » concerne des personnes qui disposent de moins de 1 800 calories journalières. Le terme « famine » est quant à lui employé lorsque plus de 20 % de la population d'une région a un accès très limité aux aliments de base, ou quand le taux de mortalité lié à la sous-alimentation est supérieur à 2/10 000 chaque jour, ou encore si plus de 30 % d'une population souffre de malnutrition aiguë.

Un risque de famine touche actuellement quatre pays : le Nigeria, le Yémen, le Soudan du Sud et la Somalie, où 20 millions de personnes souffrent d'un accès difficile à la nourriture. Des pays déstabilisés par la sécheresse et les conflits armés. Mais comme le rappelle Peter Hailey ^[1], expert des crises alimentaires et directeur d'un *think tank* à Nairobi, « les famines [d'aujourd'hui] ne sont pas causées par le climat ou la sécheresse. Elles sont à 100 % d'origine humaine. Les famines ne sont pas dues à l'absence de nourriture, mais aux difficultés d'accès pour les populations à celle-ci à cause de décisions ou d'inaction politiques ».

[1] Dans une interview donnée au *Monde* et publiée le 28 mars 2017.

transformés ayant de fortes teneurs en sucre, en sel et en matières grasses. » L'obésité affecte autour de 15 % de la population adulte dans le monde. Même si la France est encore préservée de ce phénomène, près de 35 % des adultes aux Etats-Unis sont non seulement en surpoids mais obèses, et l'obésité progresse maintenant dans des pays comme le Mexique, l'Afrique du Sud, l'Inde ou la Chine.

Marie-Stéphane Maradeix, déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso, évoque même une « *pandémie d'obésité, qui a augmenté de façon fulgurante au cours des vingt-cinq dernières années* ». Elle rappelle par ailleurs que « *les régimes à base de céréales et de lait bon marché qui se sont développés notamment en Afrique et en Chine entraînent de nombreuses "famines cachées", des populations nourries mais présentant des déficiences importantes en fer et vitamine. Cela a un impact avéré sur la croissance des enfants et le développement de leurs fonctions cognitives.* »

Dumping social

Et cette production de calories à bas coûts a également eu un impact négatif sur le plan social pour les pays du Sud dont les paysanneries subissent la concurrence de nos exportations à bas prix. Olivier De Schutter parle même d'un « *dumping de l'Union européenne et des Etats-Unis, qui écoulent sur les marchés mondiaux des produits en dessous de leurs coûts réels de production grâce aux subventions publiques dont bénéficient leurs agriculteurs* ». De ce fait, les pays les moins avancés ne sont pas incités à investir dans leurs propres systèmes alimentaires. Héritage du colonialisme, de nombreux pays africains produisent du cacao, du café, de l'arachide pour l'exportation, tout en se trouvant dans une situation de déficit alimentaire que ne comblent pas leurs importations de denrées.

« *Ces populations se trouvent ainsi dans une double situation de vulnérabilité* », puisqu'elles sont très exposées à la volatilité des prix des aliments, « *alors qu'elles n'ont pas mis sur pied de systèmes de protection sociale pour protéger*

leurs populations », rappelle Olivier De Schutter. Or, selon lui, cette volatilité des prix est appelée à augmenter du fait du lien de plus en plus étroit entre les marchés de l'énergie et de l'alimentation : avec la mondialisation, le prix du fuel est devenu un déterminant majeur de celui des produits alimentaires. La crise financière de 2008 a d'ailleurs vu se conjuguer un prix record du baril de pétrole à 145 dollars avec une explosion des prix alimentaires. « *Un message très clair était parallèlement envoyé par l'Union européenne et les Etats-Unis sur le développement des agro-carburants, qui ont fait l'objet d'un phénomène de spéculation de la part des opérateurs financiers* », ajoute Olivier De Schutter.

Enfin, l'industrialisation de l'alimentation a également entraîné « *la disparition rapide, dans toutes les régions du monde, surtout dans les pays industrialisés, des exploitations agricoles dites familiales* », estime Olivier

De Schutter. Entre 2005 et 2015, en France, 25 % des fermes ont disparu. « Une érosion qui touche surtout les plus petites et les moins bien outillées, et qui va de pair avec la réduction du nombre de personnes employées par hectare », constate-t-il. Ainsi, la production agricole est devenue plus intensive en capital et moins intensive en main-d'œuvre.

Une transition en marche

Et pourtant, déjà, « la transition vers un modèle plus soutenable est en marche », estime Marie-Stéphane Maradeix. Celle-ci identifie de nombreux vecteurs : « Les consommateurs d'abord, qui, pour des motivations liées à la santé et à l'environnement, se tournent de plus en plus vers l'alimentation biologique. » Et si cette prise de conscience ne touche pas tout le monde, en particulier dans les classes populaires, elle est désormais également « relativement présente au niveau des pouvoirs publics, ce qui permet de prendre des mesures à grande échelle ». En France, le Programme national pour l'alimentation (PNA) adopté en 2010 se donne notamment pour objectif un meilleur ancrage territorial et la lutte contre le gaspillage. De même, selon Marie-Stéphane Maradeix, « la prise en compte des enjeux écologiques par la science avance, en particulier grâce à l'interdisciplinarité, avec les apports de la biologie et de la sociologie, tous deux nécessaires pour changer la société ».

« La crise de 2008 a entraîné une prise de conscience, considère Olivier De Schutter. Il existe un nouveau consensus au sein des institutions internationales en faveur d'un soutien accru aux cultures vivrières. » Les agences de coopération au développement telles que l'Agence française de développement (AFD) encouragent désormais l'investissement dans l'agriculture familiale : « C'est là la meilleure façon de réduire la pauvreté rurale et de freiner l'essor des bidonvilles », juge-t-il. De même, de nombreuses initiatives visent à soutenir l'accès des femmes aux ressources productives. Comme l'observe Olivier De Schutter, avec l'urbanisation, « les hommes vont en

ville en quête d'emplois tandis que les femmes restent souvent pour s'occuper de la parcelle familiale ». D'où l'importance de lutter contre les discriminations qui les touchent. L'engagement pour une agriculture plus durable adopté à Rome en novembre 2009 lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire se retrouve en filigrane dans les Objectifs de développement durable de l'ONU en 2015.

Pour Marie-Cécile Thirion, adjointe de la division agriculture, développement rural, biodiversité de l'AFD, « toute la difficulté est de décliner des enjeux globaux tels que le climat, l'égalité femmes-hommes ou la solidarité dans des projets locaux ciblés comme la réhabilitation de pistes agricoles permettant d'accéder aux champs et d'évacuer les produits ». Par ailleurs, explique-t-elle, la conversion à l'agroécologie peut être longue pour les paysanneries du Sud, plus encore que pour celles du Nord : « Alors que les consommateurs du Nord demandent des produits toujours plus sains, de qualité, et une grande traçabilité et sécurité sanitaire, sans toujours consentir ou pouvoir y mettre le prix, à l'autre bout de la chaîne, beaucoup de producteurs au Sud sont pris dans des trappes à pauvreté. Coincés sur de petites parcelles, sans accès à la mécanisation, ils souffrent d'une grande pénibilité du travail. Aussi, même si les techniques d'agroécologie sont très prometteuses d'un point de vue environnemental et social, elles ne permettent pas toujours, à court terme, d'obtenir des rendements élevés et accroissent même parfois la pénibilité du travail. »

Quant aux collectivités locales de nos pays, des métropoles comme Toronto, Bristol, Turin ou Montpellier, suivant l'exemple de petites villes ^[2], montrent le chemin. Ce sont, pour Damien Conaré, des territoires clés pour la relocalisation, notamment parce que ces collectivités peuvent « promouvoir une politique d'installation des agriculteurs en agissant sur le foncier dont elles sont propriétaires ». Damien Conaré cite Montpellier, qui a ainsi lancé des appels à projets pour installer

[2] A l'instar en France de Mouans-Sartoux, Loos-en-Gohelle...

des agriculteurs bio sur des espaces fonciers qui lui appartiennent, tout en guidant l'approvisionnement de ses cantines scolaires vers les produits locaux et de saison. « *Et ce faisant, la ville promeut son territoire* », note-t-il. Un marché d'intérêt national (MIN) ^[3] y a été créé, qui est « *le pendant des plates-formes logistiques de la grande distribution avec leurs produits standardisés* » et permet à de petits agriculteurs d'écouler leurs produits.

Aller plus loin demanderait une réforme d'ampleur de la PAC, rappelle Olivier De Schutter, afin qu'elle intègre des objectifs concrets en matière de santé, d'environnement et de solidarité avec les pays du Sud : « *Pour l'instant, nous restons prisonniers d'une forme de schizophrénie : la recherche des économies d'échelle et de la compétitivité sur les marchés mondiaux domine encore la plupart des politiques publiques, mais les municipalités et les citoyens sont en quête d'autre chose, où durabilité et relocalisation vont de pair.* »

Relocaliser, oui, mais comment ?

Mais peut-on facilement relocaliser les systèmes agroalimentaires et jusqu'où faut-il aller dans ce processus ? Pour Da-

[3] Marché de gros comme celui de Rungis, en Ile-de-France.



Paysan en Lozère.
Entre 2005 et 2015,
25 % des fermes
ont disparu en
France.

mien Conaré, « *la relocalisation, soit par les circuits courts, soit par les ventes directes, permet à la fois une meilleure rémunération des producteurs et une réduction des intrants en favorisant notamment des transports moins polluants* ». Mais le local n'est pas intrinsèquement vertueux : « *Si une tomate est locale, elle n'en est pas forcément meilleure pour autant, car elle peut être produite sous serre* », nuance-t-il. Marie-Stéphane Maradeix confirme : raccourcir les circuits ne suffit pas, « *il faut aussi se préoccuper de la qualité des sols et des conditions de travail* ». Et dans une région viticole, par exemple, il est inimaginable de ne consommer... que du vin ! « *Dans chaque assiette, il y aura donc forcément des aliments qu'on ne trouve pas sur le territoire, en complément de ceux produits localement* », précise-t-elle.

Olivier De Schutter, qui milite pour que le commerce mondialisé retrouve « *une place subsidiaire* », rappelle également qu'« *investir dans les systèmes agricoles locaux suppose, concrètement, des infrastructures de transformation et de stockage* ». La relocalisation des systèmes agroalimentaires exigerait donc plusieurs années d'efforts et d'investissement.

Mais, argumente-t-il, « *cela veut dire consommer davantage de produits frais, locaux, aux qualités nutritionnelles bien meilleures* ».

Or, même si une prise de conscience se fait jour en Europe, la progression des supermarchés à l'échelle mondiale – notamment en Chine, en Inde ou en Afrique du Sud – accroît la demande pour les produits transformés et emballés, dont l'impact sur la santé et l'environnement est négatif.

Par ailleurs, comme le déplore Anne-Françoise Taisne, déléguée générale du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), les instances internationales fonctionnent encore trop souvent « *en silos* », sans lien les unes avec les autres, et il serait nécessaire que les politiques commerciales, comme le Ceta, se mettent « *en cohérence avec le droit à l'alimentation* ».

Pour Marie-Stéphane Maradeix, les indicateurs sont un autre frein, car « *ils uniformisent et financiarisent le modèle alimentaire* ».



Avicultrice au Mali. La possession d'animaux contribue à l'autonomisation des femmes.

Quand les femmes s'approprient l'élevage

Si la possession d'animaux constitue un moyen d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ruraux, elle contribue également à l'autonomisation des femmes. Ces dernières représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, mais elles ne sont que 5 % en Afrique du Nord et en Asie du Sud et 15 % en Afrique subsaharienne à posséder des terres, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

C'est une des raisons qui ont poussé nombre d'entre elles à s'engager dans l'élevage « de case », depuis l'embouche jusqu'à la vente au consommateur : chèvres, moutons, porcs ou volailles. Dans certains pays, cette production adossée au foyer a pris des proportions importantes. Au Nicaragua, par exemple, les femmes détiennent environ 55 % des porcs et 65 % des volailles. Au Kenya, elles contrôlent les deux tiers des ventes de poulets, essentiellement en vente directe [1].

L. E.

[1] Voir *Women, Livestock Ownership and Markets. Bridging the Gender Gap in Eastern and Southern Africa*, par Jemimah Njuki and Pascal C. Sanginga (dir.), Routledge, 2013.

La déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso désigne aussi les entreprises agro-alimentaires comme un maillon important de la transition : « *Sans celles-ci, la transition vers un modèle plus durable ne peut se faire.* » Or, selon elle, « *même si les entreprises sont très focalisées sur leurs gains de productivité, elles commencent à bouger car elles sont prises en sandwich entre les consommateurs et les collectivités locales, qui payent in fine les coûts cachés engendrés par leur recherche de profits, au Nord comme au Sud* ». Là encore, de nombreuses initiatives se font jour. Ainsi, le groupe Mars a récemment lancé une initiative pour soutenir les producteurs de cacao de sa filière, avec le souci de garantir ses approvisionnements. De même, Lu a travaillé sur la filière du blé en France pour recréer de la biodiversité... « *Ils veulent probablement en faire un argument marketing, mais il y a aussi une volonté générale de garantir la qualité alimentaire et de répondre aux attentes aujourd'hui claires des consommateurs* », estime Marie-Stéphane Maradeix.

L'argent, nerf de la guerre

Par ailleurs, dit-elle, « *le nerf de la guerre, c'est l'argent. Le coût de la transition des terres vers l'agriculture biologique, par exemple, est très*

élevé. Car il faut au moins trois ans pour qu'elles retrouvent une production stable et qu'elles puissent être certifiées AB ». Face à cela, le « verdissement » de la PAC a tout de même permis la création de leviers financiers au niveau des régions. Mais la disproportion entre les fonds alloués à la recherche conventionnelle et ceux alloués aux alternatives demeure très importante. Ainsi, dans les pays développés, les fonds consacrés à la recherche privée dans le domaine alimentaire, notamment par les grands acteurs de la chimie, étaient supérieurs à ceux de la recherche publique en 2008, atteignant 18 milliards d'euros, contre 16 milliards. Dans ce contexte, « *la philanthropie ne peut rééquilibrer les financements avec ses modestes moyens, mais permet la mise en débat de questions importantes grâce à sa capacité à réunir différents acteurs* », considère Marie-Stéphane Maradeix.

Enfin, soutient-elle, « *il faut recréer du lien social entre la production et la consommation. L'alimentation est un domaine intime pour le consommateur. On peut partir de ses préoccupations pour créer un projet multi-acteurs très fédérateur* ». Une démarche reprise lors des Etats généraux de l'alimentation, qui se veulent très participatifs, et dont on pourrait attendre une loi d'avenir qui « *maintienne et amplifie le PNA, mais aussi les dispositifs Ecophyto, et réalise la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de 50 % de produits bio et locaux dans toutes les cantines de France* ». Anne-Françoise Taisne, de son côté, espère que certaines discussions comme celles sur les exportations françaises « *n'aborderont pas seulement le sujet sous l'angle des parts de marché* » en oubliant les questions sociales, écologiques et la solidarité Nord-Sud. L'avenir nous le dira.

Glossaire

Agriculture biologique : mode de production agricole sans intrant chimique (pesticides, insecticides, fertilisants), ni OGM (semences ou nourriture pour les animaux). Un cahier des charges établi par l'Union européenne fixe les règles pour les fruits et légumes, mais aussi l'élevage et la viticulture. Des labels nationaux peuvent exister s'ils sont plus contraignants que le règlement européen. Ce label ne garantit pas la prise en compte de dimensions éthiques.

Agriculture durable (ou agriculture soutenable) : transposition à l'agriculture des principes du développement durable. Son objectif est donc le respect des limites écologiques, sociales et économiques pour garantir la durabilité des productions dans le temps : préservation de la ressource et de la vie des sols, respect (social) de ceux qui produisent, modèle économique pérenne. L'agriculture durable ne fait l'objet d'aucune labellisation officielle.

Agriculture intégrée : agriculture fondée sur une approche globale de l'exploitation et qui cherche à remplacer au maximum les intrants extérieurs (énergie, produits chimiques...) par des processus naturels de contrôle ou de régulation. Elle est surtout développée dans les pays anglophones et en Suisse.

Agriculture intensive : système de production agricole cherchant à maximiser la production par l'usage d'intrants (chimiques ou non) qui fertilisent le sol et détruisent les plantes et insectes nuisibles. Ce mode de production se caractérise généralement par la culture d'une seule plante sur de

grandes surfaces, et par une forte mécanisation. Il est tourné vers l'usage industriel des ressources et l'exportation.

Agriculture raisonnée : mode de production agricole visant à maîtriser les quantités d'intrants chimiques (pesticides, insecticides) afin de limiter son impact sur l'environnement tout en optimisant le résultat économique, notamment en limitant les usages préventifs. L'utilisation du qualificatif « agriculture raisonnée » est encadrée par un décret du 26 mars 2004.

Agroécologie : à la fois approche scientifique, mouvement social et système de production agricole, l'agroécologie cherche à combiner développement agricole et régénération de l'environnement naturel. Une exploitation agroécologique s'appuie sur le fonctionnement de l'environnement dans lequel elle se trouve pour adapter ses techniques et optimiser autant sa production que sa performance environnementale. L'agroécologie s'est posée, dès le départ, comme une alternative à l'agriculture intensive. Elle s'appuie sur le renforcement des fonctions naturelles des écosystèmes et implique de prendre en compte les interactions entre les espèces animales et végétales qui les composent.

Agroforesterie : l'agroforesterie est une pratique de l'agroécologie qui consiste à associer sur une même parcelle un système arboricole (arbres fruitiers) ou sylvestre (forêt) à d'autres cultures (légumes...) pour les faire bénéficier l'un de l'autre. Par exemple, les arbres peuvent protéger les cultures des intempéries (pare-vent), entretenir la fertilité des sols

par la production d'humus, offrir un habitat aux insectes auxiliaires et prédateurs naturels des espèces nuisibles aux cultures, ou encore retarder l'évaporation par l'effet d'ombrage.

Commerce équitable : le commerce équitable consiste à payer un prix « juste » au producteur, c'est-à-dire qui lui permette de vivre décemment de son travail et de garantir la pérennité de son activité. Il vise aussi à défendre la place d'une agriculture paysanne sur les marchés mondialisés des productions agricoles. Il se distingue donc du commerce classique par ce prix juste, la réduction du nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur et la durabilité des relations commerciales. Au-delà, son objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial, notamment en sensibilisant l'opinion publique et en agissant pour changer les règles et les pratiques des échanges internationaux conventionnels.

Permaculture : la culture permanente (signification originelle de permaculture) s'inspire du fonctionnement de la nature pour établir un système agricole productif fondé sur la régénération naturelle et continue de la fertilité des sols. Ainsi, le cycle de production s'entretient « tout seul » (culture, fertilisation, culture...), ou tout du moins avec une intervention humaine la plus réduite possible. On parle de culture permanente car il n'est plus nécessaire de laisser « reposer » le sol entre deux semis, ce dernier étant continuellement abrité par un couvert végétal. La permaculture est souvent liée à un travail du sol (labour...) faible, voire nul.